

EXEMPLES FICTIFS DE CALCUL D'UN GAIN OU D'UNE PERTE POUR FINS FISCALES

Portefeuille d'un actionnaire

Émission	Date de souscription	Montant payé	Prix payé par action	Nb d'actions	Taux de crédit d'impôt	Montant du crédit d'impôt
2001	2001-11-06	2 500 \$	10,00 \$	250,000	50%	1 250 \$
2002	2002-01-15	1 000 \$	10,00 \$	100,000	50%	500 \$
2006	2006-06-18	1 500 \$	10,25 \$	146,341	35%	525 \$
2007	2007-04-22	2 500 \$	10,21 \$	244,858	35%	875 \$
2007	2007-12-05	2 500 \$	9,92 \$	252,016	50%	1 250 \$
2010	2010-12-15	4 000 \$	9,80 \$	408,163	50%	2 000 \$
2011	2011-09-12	5 000 \$	10,02 \$	499,002	50%	2 500 \$
2013	2013-04-15	5 000 \$	11,47 \$	435,920	50%	2 500 \$
		24 000 \$		2 336,301		11 400 \$
Coût moyen unitaire des actions acquises =			10,27 \$			

Si l'actionnaire demande le rachat de ses actions à 14,00 \$ le 20 décembre 2017

L'actionnaire décide de racheter la totalité de ses actions admissibles, soit les émissions 2001, 2002, 2006, 2007 et 2010 :

Produit de disposition (rachat de 1 401,379 actions au prix de 14,00 \$)	19 619,30 \$
Prix de base rajusté (1 401,379 actions au coût moyen de 10,27 \$)	14 395,88 \$
Gain en capital	5 223,43 \$

Gain en capital imposable (50 %)	2 611,71 \$
----------------------------------	-------------

Impôt à payer selon un taux d'imposition de 50 %	1 305,86 \$
--	-------------

Si l'actionnaire demande le rachat de ses actions à 9,00 \$ le 20 décembre 2017

L'actionnaire décide de racheter la totalité de ses actions admissibles, soit les émissions 2001, 2002, 2006, 2007 et 2010 :

Produit de disposition (rachat de 1 401,379 actions au prix de 9,00 \$)	12 612,41 \$
Prix de base rajusté (1 401,379 actions au coût moyen de 10,27 \$)	14 395,88 \$
Perte en capital	(1 783,47) \$

Réduction relative au crédit d'impôt obtenu pour les actions rachetées	6 400,00 \$
--	-------------

Perte en capital rajustée	0,00 \$
---------------------------	---------

À noter que ces informations ne constituent pas un avis fiscal. Par conséquent, un actionnaire devrait consulter un professionnel en fiscalité pour connaître les conséquences fiscales s'appliquant à sa situation personnelle ou pour toute information complémentaire.